

Non à la suppression de *L'Économie française* – Comptes et dossiers !

L'Économie française est une publication phare de l'Insee diffusée en livre de poche dans les années 1990 et au début des années 2000. Elle valorise et vulgarise les données de comptabilité nationale et s'adresse à un public large, notamment les lycéen·ne·s, étudiant·e·s, et enseignant·e·s. Elle présente l'avantage d'être une publication de référence destinée à être conservée, comme l'étaient d'autres ouvrages disparus (on pense par exemple aux *tableaux de l'économie* régionaux). À travers une vue d'ensemble, des fiches thématiques et des dossiers, elle donne une vision macroéconomique d'ensemble de l'année écoulée tout en fournissant des éléments à chacun pour s'approprier les concepts de comptabilité nationale et exercer son esprit critique. C'est un bon outil pour développer des analyses complémentaires à la micro-économie dominante dans l'économie académique.



La direction de l'INSEE a décidé de supprimer cette publication. En janvier 2020, le comité de direction évoquait deux scénarios : la refonte de *L'Économie française*, ou sa suppression. En septembre 2020 de facto son abandon a été acté par la suppression du poste de la responsable de publication. Et c'est lors d'un groupe de travail en décembre 2020 avec les représentant·e·s du personnel que nous avons pu lire : « *Groupe de travail sur la question de la poursuite de L'Économie française : décision d'abandon en 2021, avec réorientation des dossiers sous forme d'Insee analyses en format long, davantage susceptibles d'attirer l'attention des médias* ».

La direction justifie cette suppression par le déclin du lectorat. Au lieu de s'interroger sur les causes de ce déclin et sur une possible relance de la collection, la direction préfère l'enterrer. Nous contestons fortement ce choix. Nous sommes persuadés que *L'Économie française* peut retrouver un public élargi, et tout particulièrement parmi un public universitaire d'enseignant·e·s et d'étudiant·e·s.

Au demeurant, la direction devrait s'interroger sur sa responsabilité dans le déclin du lectorat. Au lieu d'en faire une publication collective au sein du département des comptes nationaux, elle en a dépossédé les agents. De plus en plus techniques et de moins en moins accessibles au grand public, les dossiers ont été écrits de plus en plus rarement par des agent·e·s des comptes nationaux. Leur lien avec la comptabilité nationale prise comme un tout s'est fait de plus en plus ténu. En supprimant *L'Économie française*, la direction appauvrirait le travail des agent·e·s des comptes nationaux et rendrait moins attractives les carrières au sein de ces services.

La vocation de l'INSEE n'est pas seulement de répondre aux demandes d'Eurostat, de s'adresser aux médias ou de cibler un public restreint de spécialistes. La comptabilité nationale est enseignée dans de nombreuses universités, elle permet de donner une vision d'ensemble et articulée de l'économie. Le maintien d'une publication annuelle des comptes nationaux peut constituer un complément utile pour les étudiant·e·s et un support d'information économique générale pour le grand public.

C'est pourquoi nous nous refusons d'accepter la suppression de cette publication, et c'est pourquoi nous revendiquons :

- la restauration d'un poste de responsable de *L'Économie française* dès septembre prochain,
- le lancement d'un chantier pour réfléchir à une nouvelle formule de « *L'Économie française* », recentrée sur les comptes nationaux et leur vulgarisation, ouvert au débat d'idées (car il y a de nombreux sujets de controverses en comptabilité nationale), ouvert aux universitaires, et en associant l'ensemble des agent·e·s du département des comptes nationaux

Nous invitons tous les collègues de l'Insee, mais aussi les lecteurs et lectrices de cette publication (enseignant·e·s, l'Association de comptabilité nationale,...), à défendre cette mission que nous jugeons pédagogique et productive.

Montrouge, le 19 février 2021